

<http://www.ujfp.org/spip.php?article7900>



Lettre ouverte au Préfet de police de Paris Didier Lallement

- L'UJFP en action - Communiqués de l'UJFP -

UJFP

Date de mise en ligne : vendredi 5 juin 2020

Copyright © UJFP - Tous droits réservés

Monsieur le Préfet,

Dans le contexte lié à la mort de George Floyd aux États-Unis et à la déclaration de Camélia Jordana à l'émission « On n'est pas couché », vous avez préféré, le mardi 2 juin 2020, diffuser un message de soutien à vos troupes sur l'intranet de la préfecture de police, également envoyé par mail à tous vos agents, plutôt que de reconnaître la réalité de la violence raciste de votre police.

Nous en avons eu connaissance par Mediapart, qui en a livré le contenu.

Vous commencez votre déclaration en ces termes :

Policiers et fonctionnaires de la préfecture de police,

Je sais la peine qui est la vôtre devant les accusations de violence et de racisme, répétées à l'infini par des réseaux sociaux et certains groupes d'activistes.

Vous considérez donc que la police n'est ni violente ni raciste.

Au vu des informations publiques dont nous disposons, ces affirmations nous interrogent.

La police pas violente ? : mais alors qui a tué Zyed Benna, Bouna Traoré et Muhittin Altun, comme Lamine Dieng, comme Amine Bentounsi, comme Angelo Garrand, comme Adama Traoré, pour n'en citer que quelques-uns. Ils ne seraient donc pas morts, tués par la police, notamment pour certains, par placage ventral, pour ce qu'ils étaient ?

La police pas raciste ? : le 25 avril 2020 à l'Île-Saint-Denis, des policier.e.s sont filmés en train d'arrêter Samir, un homme Égyptien en disant : « un bicot ça nage pas ». Des bruits de coups et de rire sont enregistrés. Samir a depuis reçu une obligation de quitter le territoire ; le 6 mai 2020 à Barbès : Medhi, un travailleur sans papiers dans la sécurité contre les incendies, a été tabassé et placé en centre de rétention par les forces de l'ordre. Mais selon vous, la police ne serait pas raciste.

Des enquêtes sociologiques croisées confirment le caractère constant du racisme dans la police. C'est normal, la police est traversée de tous les travers de notre société. Mais c'est le fait que vous vous refusiez à même admettre l'existence de ce racisme - sans parler même de le réprimer - qui en fait un racisme d'État.

Vous continuez :

Pour les citoyens français que nous sommes, une accusation ne suffit pas à faire une vérité. La police de l'agglomération parisienne n'est ni violente, ni raciste : elle agit dans le cadre du droit pour la liberté de tous.

Pourquoi n'écrivez-vous pas seulement « une accusation ne suffit pas à faire une vérité » ? Votre formulation est particulièrement étrange : commencer la phrase par « les citoyens français que nous sommes » implique que ceux qui accusent la police ne sont pas français ? Vous donnez ainsi un blanc-seing à la police pour trier les citoyens

Lettre ouverte au Préfet de police de Paris Didier Lallement

français et considérer que certains n'en sont pas vraiment. Vous considérez donc toujours que les colonisés d'hier sont toujours des sous-hommes. Belle démocratie que celle-là. Alors que même Macron s'essaie à la décolonisation, vous, vous en rajoutez une couche !

Et vous poursuivez :

Je ne laisserai pas salir une institution dont le rôle dans les grands moments de l'histoire de ce pays a été essentiel.

Là vous êtes carrément dans le déni ; la police française a été là pour la rafle du Vel d'Hiv comme elle a été là le 17 octobre 1961 : avec la même équanimité, elle a aidé à la déportation des Juifs comme elle a jeté les Arabes à la Seine. Est-ce ce rôle qui a été essentiel à ce pays ? Un rôle de répression au service des pires aspects de la domination ? De manière générale, les comportements de la police, au fil de son histoire, ne peuvent pas être considérés comme exemplaires et les critiquer est un acte démocratique sain.

Continuons à examiner vos propos :

Il n'y a pas de race dans la police, pas plus que de racisés ou d'opresseurs racistes. Il y a des fonctionnaires qui s'engagent pour la liberté, l'égalité et la fraternité et cela au quotidien !

Tenons-nous en à la période récente. Amnesty International (est-ce une organisation peuplée d'activistes qui rêvent de chaos et d'anarchie ?) a authentifié quinze vidéos qui témoignent d'un usage de la force illégal de certains membres des forces de l'ordre pendant le confinement : insultes racistes ou homophobes, usage illégitime de la force, car ne répondant pas aux critères de nécessité ou proportionnalité : toutes ces vidéos illustrent des cas flagrants de violations du droit international relatif aux droits humains.

Contrairement à vos affirmations sans preuves, le système de violences policières s'inscrit bel et bien dans un racisme structurel d'État ; en effet, comme le montre Amnesty International, les violences policières ciblent tout particulièrement les personnes racisées, précarisées. En effet, les zones les plus touchées aujourd'hui en temps de pandémie restent celles où la main mise sécuritaire est habituellement la plus forte. Ces populations racisées des quartiers populaires, et considérées "à problème", sont celles qui subissent les contrôles de police les plus fréquents et les plus violents, ne vous en déplaise, notamment celles des quartiers de Seine Saint-Denis (93).

Nous aimerions bien que vous nous donniez des exemples de « fonctionnaires qui s'engagent pour la liberté, l'égalité et la fraternité et cela au quotidien » !

Et vous poursuivez :

Si certains d'entre nous faillissent dans l'exigence d'impartialité et d'excellence qui est la nôtre, ils seront sanctionnés comme ils l'ont été à ce jour.

M. le Préfet, ne vous moquez pas des citoyens français que nous sommes ! Combien de policiers ont-ils été vraiment sanctionnés ?

Et vous terminez, grandiloquent et incompréhensible :

Mais je n'accepterai pas que quelques actions individuelles remettent en question le rempart républicain que nous

Lettre ouverte au Préfet de police de Paris Didier Lallement

sommes, contre la délinquance et ceux qui rêvent de chaos et d'anarchie. Vous pouvez compter sur moi pour défendre la Préfecture de police et ses fonctionnaires.

Dans cette conclusion bien alambiquée, vous réduisez à quelques actes individuels ce qui relève d'un racisme systémique et structurel. Vous prétendez que la police constitue un rempart contre les actes antirépublicains (sic !) La police est le bras armé d'un pouvoir qui n'a cessé de réprimer ces dernières années les mouvements sociaux pour la retraite, pour une vie digne "les gilets jaunes", pour une éducation et une santé publiques, et de persécuter les habitants racisés des quartiers populaires, victimes de la pauvreté de la ségrégation sociale. Ceux-là même qui ont dû affronter le covid 19 dans les conditions les plus dures. Votre déclaration décrit une République encore perçue comme coloniale et dominatrice. Il est temps d'actualiser votre vision.

Nous, UJFP, association juive antiraciste et pour l'égalité des droits, considérons vos propos, M. Le Préfet, comme infamants pour les citoyens français et comme alimentant une haine inadmissible.

La Commission communication externe, pour la Coordination Nationale de l'UJFP, le 5 juin 2020.